



FICHES PAYS - GEDI

Rapport sur l'Intelligence artificielle inclusive et responsable en Afrique de l'Ouest : Analyse comparative des cadres politiques, juridiques et institutionnels
Sénégals · Bénin · Côte d'Ivoire · Burkina Faso

Chaque fiche présente, pour un pays donné : son cadre politique, juridique et institutionnel en matière d'intelligence artificielle ; son score sur le référentiel GEDI (Genre, Égalité, Diversité, Inclusion) ; son degré d'alignement avec les référentiels internationaux (UNESCO, OCDE) et avec la stratégie continentale de l'Union africaine ; et le message clé à retenir.

INTRODUCTION

L'intelligence artificielle occupe une place croissante dans les stratégies de développement en Afrique de l'Ouest, avec un risque structurel : celui de reproduire les inégalités existantes, notamment de genre, si les cadres qui l'encadrent n'intègrent pas explicitement l'équité, la diversité et l'inclusion.

Ce document propose une analyse comparative des dispositifs nationaux du Sénégal, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, examinant pour chacun leur cadre politique, juridique et institutionnel, leur score GEDI et leur alignement avec les référentiels UNESCO/OCDE et la stratégie continentale de l'Union africaine.

SÉNÉGAL



Stratégie nationale d'IA 2024-2028 — « une IA de confiance »

Vision principale	IA éthique et de confiance
Stratégie IA & horizon	Stratégie nationale IA 2024-2028
Intégration GEDI (cadre politique)	Faible à modéré

1. Cadre politique, juridique et institutionnel

Dimension	Instruments & apports pour l'IA	Niveau GEDI
Politique	Stratégie IA 2024-2028 ; Stratégie numérique, New Deal technologique, Stratégie des données ; Stratégie cybersécurité.	Moyen
Juridique	« Paquet numérique » (2008).	Moyen

Institutionnel	CDP – Commission de Protection des Données Personnelles DGCSSI – Direction générale du Chiffre et de la Sécurité des Systèmes d'Information SODAV – Société Sénégalaise du Droit d'Auteur et des Droits Voisins ARTP – Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes.	Faible à moyen
----------------	--	----------------

2. Cadre juridique - état des lieux

Loi de protection des données personnelles	Oui
Loi sur la cybercriminalité	Oui
Traitements IA explicitement visés	Non
Transparence algorithmique	Non
Réglementation spécifique à l'IA	Non

3. Institutions compétentes

Autorité de protection des données	CDP
Autorité de cybersécurité	DGCSSI
Autorité dédiée à l'IA	Non

4. Score GEDI (Genre - Équité - Diversité - Inclusion)

Genre	Équité	Diversité	Inclusion
Faible	Moyen	Faible	Moyen

Capital humain et « IA pour tous », sans mesure spécifique au genre.

5. Alignement avec les référentiels UNESCO / OCDE

Points d'alignement	L'orientation « IA de confiance » reprend licéité, équité, transparence et responsabilité (référentiels UNESCO/OCDE).
Principales insuffisances	Gouvernance algorithmique peu développée : audits et études d'impact non systématiques. Dimension genre et enjeux d'inclusion peu abordés.

6. Alignement avec la stratégie continentale de l'Union africaine

Recommandation de la stratégie continentale de l'UA	Statut
Développer des stratégies nationales d'IA	✓
Prioriser un vivier national de talents en IA	✓
Déclarer l'IA priorité nationale	✓
Cadres réglementaires novateurs sûreté / sécurité	✓
Adoption inclusive : femmes, diversité culturelle	✗
IA au profit des communautés vulnérables	✗
Réduire les disparités de genre et rural / urbain	✗
Garantir équité, justice et égalité des chances	✗
Promouvoir l'IA pour le patrimoine et les langues locales	✗

MESSAGE CLÉ • Cadre institutionnel et stratégique développé, mais prise en compte opérationnelle du GEDI limitée. Seul pays de l'échantillon à prévoir un bac à sable réglementaire.

Si le Sénégal dispose d'un cadre institutionnel parmi les plus étoffés de la sous-région, la prise en compte du genre y reste largement absente des dispositifs existants. Le Bénin, avec sa stratégie SNIAM adoptée dès 2023, offre un premier point de comparaison utile sur ce même angle mort.



SNIAM 2023-2027 — précurseur régional en matière de stratégie IA

Vision principale	IA, levier de croissance sectorielle
Stratégie IA & horizon	SNIAM 2023-2027
Intégration GEDI (cadre politique)	Faible

1. Cadre politique, juridique et institutionnel

Dimension	Instruments & apports pour l'IA	Niveau GEDI
Politique	Stratégie nationale de l'IA et des métadonnées (SNIAM) ; Vision « Bénin 2060 Alafia » ; Stratégie nationale de sécurité numérique 2023-2026 ; PAG 2021-2026 ; autres stratégies sectorielles (e-agriculture, éducation, numérique).	Moyen
Juridique	Code du numérique (2017) : cadre intégré et relativement moderne.	Moyen à élevé
Institutionnel	APDP – Autorité de Protection des Données à caractère Personnel ; ASIN – Agence des Systèmes d'Information et du Numérique ; BUBEDRA – Bureau Béninois du Droit d'Auteur et des Droits Voisins. SNIAM – Stratégie Nationale d'Intelligence Artificielle et des Mégadonnées ; PAG – Programme d'Action du Gouvernement. Aucune institution dédiée à l'IA.	Faible à moyen

2. Cadre juridique — état des lieux

Loi de protection des données personnelles	Oui
Loi sur la cybercriminalité	Oui
Traitements IA explicitement visés	Non
Transparence algorithmique	Non
Réglementation spécifique à l’IA	Non

3. Institutions compétentes

Autorité de protection des données	APDP
Autorité de cybersécurité	ASIN
Autorité dédiée à l’IA	Non

4. Score GEDI (Genre – Équité – Diversité – Inclusion)

Genre	Équité	Diversité	Inclusion
Faible	Faible	Faible	Moyen

Écosystème IA et usages sectoriels développés ; GEDI non explicitement mentionné dans la stratégie.

5. Alignement avec les référentiels UNESCO / OCDE

Points d’alignement	Respect de la vie privée, responsabilité et durabilité ; analyses d’impact prévues par la stratégie.
Principales insuffisances	Absence de la dimension genre et des enjeux d’inclusion — insuffisance majeure.

6. Alignement avec la stratégie continentale de l'Union africaine

Recommandation de la stratégie continentale de l'UA	Statut
Développer des stratégies nationales d'IA	✓
Prioriser un vivier national de talents en IA	✗
Déclarer l'IA priorité nationale	✓
Cadres réglementaires novateurs sûreté / sécurité	✓
Adoption inclusive : femmes, diversité culturelle	✗
IA au profit des communautés vulnérables	✗
Réduire les disparités de genre et rural / urbain	✗
Garantir équité, justice et égalité des chances	✓
Promouvoir l'IA pour le patrimoine et les langues locales	✗

MESSAGE CLÉ - Précurseur régional (stratégie IA dès 2023), mais GEDI pris en compte de façon indirecte. Initiative notable : « JaimeMaLangue » (fin 2025), collecte participative de données vocales en langues nationales.

Comme au Sénégal, l'écosystème béninois s'est structuré sans intégrer explicitement les enjeux de genre et d'inclusion. La Côte d'Ivoire tranche nettement avec cette tendance régionale, en affichant l'inclusion sociale comme un principe fondateur de sa stratégie IA à l'horizon 2030.



Stratégie IA - horizon 2030 - pays le plus avancé sur l'inclusion

Vision principale	IA inclusive, éthique et responsable
Stratégie IA & horizon	Stratégie IA — horizon 2030
Intégration GEDI (cadre politique)	Modéré à élevé

1. Cadre politique, juridique et institutionnel

Dimension	Instruments & apports pour l'IA	Niveau GEDI
Politique	Stratégie IA 2030 : IA inclusive, éthique et responsable explicitement affirmée. Stratégie nationale de gouvernance des données ; Stratégie nationale de développement numérique 2021-2025 ; Stratégie nationale de cybersécurité.	Élevé
Juridique	Loi sur la société de l'information et les données (2017), loi des données (2013), loi relative aux transactions électroniques, loi sur la cybersécurité, loi sur les droits d'auteur et droits voisins. Rien de spécifique à l'IA.	Moyen
Institutionnel	ARTCI – Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ANSSI – Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information BURIDA – Bureau Ivoirien du Droit d'Auteur et des Droits Voisin. Projet d'Institut national de l'IA (INIA), encore au stade de projet.	Moyen

2. Cadre juridique - état des lieux

Loi de protection des données personnelles	Oui
Loi sur la cybercriminalité	Oui
Traitements IA explicitement visés	Non
Transparence algorithmique	Non
Réglementation spécifique à l'IA	Non

3. Institutions compétentes

Autorité de protection des données	ARTCI
Autorité de cybersécurité	ANSSI
Autorité dédiée à l'IA	Projet (INIA)

4. Score GEDI (Genre – Équité – Diversité – Inclusion)

Genre	Équité	Diversité	Inclusion
Moyen	Élevé	Moyen	Élevé

Inclusion sociale et accès équitable explicitement affirmés dans la stratégie.

5. Alignement avec les référentiels UNESCO / OCDE

Points d'alignement	Inclusion sociale et équité fortement présentes; audits algorithmiques et classification par risque prévus.
Principales insuffisances	Robustesse des systèmes et surveillance après déploiement insuffisamment traitées.

6. Alignement avec la stratégie continentale de l'Union africaine

Recommandation de la stratégie continentale de l'UA	Statut
Développer des stratégies nationales d'IA	✓
Prioriser un vivier national de talents en IA	✓
Déclarer l'IA priorité nationale	✗
Cadres réglementaires novateurs sûreté / sécurité	✓
Adoption inclusive : femmes, diversité culturelle	✓
IA au profit des communautés vulnérables	✓
Réduire les disparités de genre et rural / urbain	✓
Garantir équité, justice et égalité des chances	✓
Promouvoir l'IA pour le patrimoine et les langues locales	✓

MESSAGE CLÉ · Pays le plus avancé stratégiquement : inclusion sociale explicite, sans mesure spécifique au genre. Secteur prioritaire n°1 : l'agriculture (aide à la décision, drones, capteurs).

La Côte d'Ivoire se distingue ainsi comme le pays le plus avancé de l'échantillon sur les questions d'inclusion, avec des engagements explicites en la matière. Le Burkina Faso offre un contraste inverse : en l'absence de toute stratégie IA adoptée, le pays ne dispose pour l'instant d'aucun cadre à évaluer sur ce plan



Pas de stratégie IA adoptée — feuille de route 2026-2028 en cours

Vision principale	Non déterminée à ce stade
Stratégie IA & horizon	Aucune (feuille de route en cours)
Intégration GEDI (cadre politique)	Non évaluable

1. Cadre politique, juridique et institutionnel

Dimension	Instruments & apports pour l'IA	Niveau GEDI
Politique	Stratégie numérique 2018-2027 (inclusion, genre, diversité) ; Stratégie nationale de cybersécurité 2019-2023 ; Stratégie de lutte contre la cybercriminalité 2025-2029. Pas encore de stratégie IA.	Moyen à élevé
Juridique	Loi n°001-2021/AN sur la protection des données personnelles : référence explicite aux traitements IA. Loi portant sécurité de l'information, loi sur la cybercriminalité, loi sur les droits d'auteur et droits voisins.	Élevé
Institutionnel	CIL – Commission de l'Informatique et des Libertés ANSSI-BF – Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information du Burkina Faso BBDA – Bureau Burkinabè du Droit d'Auteur. Aucune structure dédiée à l'IA.	Faible à moyen

2. 2. Cadre juridique — état des lieux

Loi de protection des données personnelles	Oui
Loi sur la cybercriminalité	Oui
Traitements IA explicitement visés	Oui
Transparence algorithmique	Non
Réglementation spécifique à l’IA	Non

3. 3. Institutions compétentes

Autorité de protection des données	CIL
Autorité de cybersécurité	ANSSI-BF
Autorité dédiée à l’IA	Non

4. 4. Score GEDI (Genre – Équité – Diversité – Inclusion)

Genre	Équité	Diversité	Inclusion
Non évaluable	Non évaluable	Non évaluable	Non évaluable

Non évaluable en l’absence de stratégie IA adoptée.

5. 5. Alignement avec les référentiels UNESCO / OCDE

Points d’alignement	—
Principales insuffisances	Ne disposant pas encore de stratégie IA, le Burkina Faso ne peut être évalué sur l’alignement UNESCO/OCDE.

6. Alignement avec la stratégie continentale de l'Union africaine

Recommandation de la stratégie continentale de l'UA	Statut
Développer des stratégies nationales d'IA	×
Prioriser un vivier national de talents en IA	×
Déclarer l'IA priorité nationale	×
Cadres réglementaires novateurs sûreté / sécurité	×
Adoption inclusive : femmes, diversité culturelle	×
IA au profit des communautés vulnérables	×
Réduire les disparités de genre et rural / urbain	×
Garantir équité, justice et égalité des chances	×
Promouvoir l'IA pour le patrimoine et les langues locales	×

MESSAGE CLÉ · Seul pays sans stratégie IA adoptée, mais sa loi de 2021 est la seule de la sous-région à viser explicitement les traitements fondés sur l'IA.